

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 151/03

ÉFAI – 030343 – AMR 41/023/2003

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ

MEXIQUE Raúl Gatica (h), militant politique indigène

Londres, le 29 mai 2003

Amnesty International est préoccupée par la sécurité de Raúl Gatica, militant indigène responsable du *Consejo Indígena Popular de Oaxaca "Ricardo Flores Magón"* (CIPO "RFM", Conseil indigène populaire d'Oaxaca "Ricardo Flores Magón"), depuis que l'on a saccagé sa maison, située dans l'État d'Oaxaca, et que l'on a graffité une menace de mort dirigée contre lui.

Selon les informations recueillies, le 24 mai, en rentrant chez lui à San Isidro Monjas, dans la municipalité de Xoxocotlan (État d'Oaxaca), Raúl Gatica a découvert qu'on était entré par effraction dans sa maison et que celle-ci avait été saccagée. Des livres, des magazines, des documents et des effets personnels avaient été détruits et son domicile était dévasté. Cependant, il semble qu'aucun bien n'ait été volé. D'après certaines sources, lorsque Raúl Gatica et d'autres membres du CIPO "RFM" ont commencé à nettoyer, ils ont trouvé sur le sol des graffiti représentant un crâne à côté duquel on avait inscrit "*Raúl*" et "*Tu es mort*". Des membres de l'organisation ont pris des photographies des dégâts dans la maison et ont signalé les faits au bureau du procureur général de l'État d'Oaxaca.

Raúl Gatica est à la tête du CIPO "RFM", un mouvement politique indigène d'Oaxaca qui milite notamment pour le respect des droits des indigènes dans diverses communautés de l'État. D'après les informations reçues, cette organisation, tout comme Raúl Gatica, a été la cible de menaces et de manœuvres de harcèlement répétées depuis un certain nombre d'années. En février 2002, Raúl Gatica et un autre membre du CIPO "RFM" ont reçu plusieurs menaces de mort (veuillez vous reporter à l'AU 21/01, AMR 41/005/01 du 26 janvier 2001 et sa suivante, AMR 41/010/02 du 26 février 2002).

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Dans l'État d'Oaxaca, au Mexique, les défenseurs des droits humains et les militants politiques communautaires sont régulièrement la cible de menaces et de manœuvres de harcèlement. De très nombreuses communautés indigènes de cet État, marginalisées et défavorisées dans beaucoup de cas, sont déchirées par des violences et des conflits communautaires bien souvent manipulés et exploités par des caciques (figures politiques locales) ainsi que par les autorités de l'État. Les organisations militantes ou de défense des droits des indigènes au sein des communautés peuvent être considérées par les autorités locales comme étant subversives et certaines ont été la cible de menaces et de manœuvres de harcèlement.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

– faites part de votre inquiétude quant à la sécurité de Raúl Gatica, responsable du *Consejo Indígena Popular de Oaxaca "Ricardo Flores Magón"* (CIPO "RFM", Conseil indigène populaire d'Oaxaca "Ricardo Flores Magón"), depuis qu'on est entré par effraction dans sa maison et qu'on a, semble-t-il, formulé des menaces de mort contre lui ;

– appelez les autorités mexicaines à prendre immédiatement des mesures en vue d'assurer la sécurité de Raúl Gatica, conformément aux souhaits de cet homme ;

– demandez instamment que soit immédiatement ouverte une enquête approfondie et impartiale sur le cambriolage et sur les menaces de mort formulées contre Raúl Gatica, et que les conclusions de ces investigations soient rendues publiques.

APPELS À :

Gouverneur de l'État d'Oaxaca :

Lic. José Murat Casab
Gobernador del Estado de Oaxaca
Palacio de Gobierno
Bustamante s/n, Oaxaca
Oaxaca 68000
Mexique

Télégrammes : Governor of Oaxaca, Oaxaca, Mexique

Fax : +52 951 51 637 37

Formule d'appel : *Señor Gobernador*, / Monsieur le Gouverneur,

Procureur général de l'État d'Oaxaca :

Lic. Sergio H. Santibañez
Procurador del Estado de Oaxaca
Avenida Luis Echeverría s/n, La Experimental
San Antonio de la Cal, Oaxaca
Oaxaca 71236, Mexique

Télégrammes : Attorney General of Oaxaca, Oaxaca, Mexique

Fax : +52 951 51 56 786 (si un correspondant décroche, veuillez dire : " *me da tono de fax por favor* ")

Formule d'appel : *Señor Procurador*, / Monsieur le Procureur général,

Président de la Commission des droits humains de l'État d'Oaxaca :

Dr. Sergio Segreste Rios
Presidente de la Comisión de Derechos Humanos del Estado de Oaxaca
Calle de los Derechos Humanos No. 210, Col. América
68050, Oaxaca, Mexique

Télégrammes : Human Rights Commission of Oaxaca, Oaxaca, Mexique

Fax : +52 951 51 35 197 (si un correspondant décroche, veuillez dire : " *me da tono de fax por favor* ")

Formule d'appel : *Estimado Señor*, / Monsieur le Président,

COPIES À :

Conseil indigène populaire d'Oaxaca "Ricardo Flores Magón" :

Consejo Indígena Popular de Oaxaca "Ricardo Flores Magón"
Emilio Carranza N° 210. Santa Lucia del Camino
Estado de Oaxaca
C.P. 71228
Mexique

Organisation de défense des droits humains :

Red Oaxaqueña de Derechos Humanos (RODH)
Privada la Canterita 114
Col. San Felipe del Agua
Oaxaca de Juárez
C.P. 58020
Mexique

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Mexique dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 10 JUILLET 2003, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*